

# Compétitivité: Le Maroc dans le

• 72e sur 140 économies les plus compétitives de la planète

• Nos atouts: les institutions, l'infrastructure et l'environnement économique

• Nos points faibles: la formation, le marché du travail et l'innovation

LA Suisse, Singapour et les Etats-Unis forment le trio du podium des économies les plus compétitives de la planète, selon le Rapport du World Economic Forum (WEF) publié mercredi 30 septembre et qui brosse le profil de 140 économies dans l'Indice mondial de la compétitivité. La force des ces trois pays, c'est surtout leur capacité à encourager

l'innovation et les talents, relève le World Economic Forum. L'Indice du WEF permet également d'observer un lien étroit entre la compétitivité et la capacité d'une économie à cultiver, attirer, optimiser et soutenir des talents.

Position du Maroc sur la grille d'évaluation	
■ Efficacité du système financier	82
■ Education et formation	106
■ Marché du travail	123
■ Développement du marché financier	70
■ Marché des biens	55
■ Institution	47
■ Infrastructure	55
■ Environnement macroéconomique	58
■ Santé et éducation primaire	77
■ Innovation	98

Source: World Economic Forum

L'indice de la compétitivité élaboré par le WEF est une synthèse des évaluations basée sur une douzaine de critères. Pour chacun, il est établi un classement dédié. Le Maroc est globalement dans la catégorie moyenne sauf sur l'éducation et le marché du travail

Le Maroc est classé 72e et premier dans sa région. C'est la même position qu'il occupait dans le précédent indice (2014). Mais s'il a progressé sur l'essentiel de la douzaine de critères retenus pour élaborer l'indice de la compétitivité, il traîne quelques grosses faiblesses. On n'est pas bon du tout sur le marché du travail (123e sur 140 pays) et sur le critère de la formation/éducation (106e). Dans le premier cas, le WEF s'appuie sur le même diagnostic que font les chefs d'entreprise: une réglementation du travail trop protectrice des «insides» (ceux qui ont déjà un emploi stable) et qui découragerait l'embauche et pas seulement dans les activités à forte intensité de main-d'œuvre. La difficulté de se séparer d'un salarié incompetent, mais aussi le coût, dissuadent parfois les PME à recruter.

En matière de formation, la lacune structurelle concerne l'inadéquation entre le profil de l'offre et les attentes des opérateurs économiques. Peu importent la taille et le secteur d'activité, toutes les entreprises sont confrontées à ce pro-

blème. Or, relève le WEF, pour améliorer la compétitivité, il faut un système de formation performant. «Les économies les plus compétitives affichent tous de bons résultats dans ce domaine. Mais dans de nombreux pays, trop peu de personnes ont accès à des études et des formations de haute qualité et les marchés du travail ne sont pas suffisamment flexibles». Il reste également une longue marche dans l'innovation, critère où le Maroc est classé 98e.

**La Tunisie recule de 10 positions par rapport à 2014**

Comme il fallait s'y attendre, la Tunisie, 97e, recule de dix positions. L'économie tunisienne paie le prix du blocage des réformes structurelles et de la détérioration du risque pays due aux attaques terroristes. L'Algérie est 87e.

La Confédération helvétique occupe la 1re place pour la 7e année consécu-

## Les dix économies les plus compétitives au monde

- 1- Suisse
- 2- Singapour
- 3- Etats-Unis
- 4- Allemagne
- 5- Pays-Bas
- 6- Japon
- 7- Hong-Kong
- 8- Finlande
- 9- Suède
- 10- Royaume-Uni

Source: WEF

Pour la 7e année consécutive, la Suisse arrive au premier rang des pays les plus compétitifs

tive. Ses excellentes performances dans l'ensemble des douze piliers de l'indice expliquent son endurance tout au long de la crise et des secousses ultérieures.

Singapour (2e) et les Etats-Unis (3e) maintiennent leur classement respectif.

## L'île Maurice championne en Afrique

L'AFRIQUE subsaharienne continue d'enregistrer des taux de croissance proches de 5%, mais la compétitivité et la productivité restent faibles. Il s'agit d'un point sur lequel les pays de la région vont devoir travailler, en particulier face aux prix volatils des matières premières, à la surveillance plus étroite exercée par les investisseurs internationaux et à la crois-

sance de la population. L'île Maurice reste l'économie la plus compétitive de la région (46e), suivie de près par l'Afrique du Sud (49e) et le Rwanda (58e).

La Côte d'Ivoire (91e) et l'Éthiopie (109e) réalisent une excellente performance en affichant les meilleures progressions de cette année pour l'ensemble de la région. □

# ventre mou du classement WEF

L'Allemagne progresse d'une place (4e), tandis que les Pays-Bas retrouvent leur rang d'il y a trois ans. Ils sont suivis par le Japon (6e) et le Hong-Kong (7e), tous deux stables.

La Finlande dégringole à la 8e place, son classement le plus bas, suivie de la Suède (9e). Avec des réformes spectaculaires du marché du travail et un assainissement des finances publiques, le Royaume-Uni clôture le top 10 des économies les plus compétitives au monde.

• En **Europe**, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et la France ont fait des progrès notables en matière de renforcement de la compétitivité. Grâce aux programmes de réformes destinés à améliorer le fonctionnement des marchés, l'Espagne et l'Italie ont grimpé de respectivement deux et six places. La France, 22e, et le Portugal (38e) ont réalisé de gros progrès sur les marchés des biens et du travail.

La Grèce maintient sa 81e place cette année sur la base de données recueillies avant le plan de sauvetage de juin, tem-

pèrent les auteurs du Rapport. L'accès au financement reste une menace commune pour toutes les économies et est le principal obstacle dans la région au déverrouillage des investissements.

de l'énergie, son économie étant moins diversifiée.

Chez les «**Emergents**», la tendance va surtout dans le sens d'une baisse ou d'une stagnation. A noter cependant

## Douze critères d'évaluation

**L**E classement du Rapport global sur la compétitivité se fonde sur l'Indice mondial de la compétitivité, mis en place par le Forum économique mondial en 2004. La compétitivité est définie comme l'ensemble des institutions, politiques et facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays. L'Indice est basé sur des indicateurs nationaux regroupés dans douze catégories, les piliers de la compétitivité, qui, ensemble, permettent de brosser une image complète de la compétitivité d'un pays. Ces douze piliers sont: les institutions, l'infrastructure, l'environnement macroéconomique, la santé et l'éducation primaire, l'éducation supérieure et la formation, l'efficacité du marché des biens, l'efficacité du marché du travail, le développement du marché financier, l'adoption technologique, la taille du marché, la sophistication des entreprises et l'innovation. □

• Au **Proche-Orient**, le Qatar (14e) se positionne en tête dans la région, devant les Émirats arabes unis (17e), bien qu'il soit plus exposé que ses voisins en cas de persistance du faible niveau des prix

quelques améliorations: l'Inde met fin à cinq années de baisse consécutives avec un saut spectaculaire de 16 places (55e). L'Afrique du Sud refait son entrée dans le top 50 en grimpant de sept places (49e).

L'instabilité macroéconomique et la perte de confiance dans les institutions publiques font reculer la Turquie (51e) ainsi que le Brésil (75e), qui décroche de manière spectaculaire. La Chine, stable à la 28e place, reste de loin l'économie la plus compétitive de ce groupe. Toutefois, son absence d'avancée vers le haut du classement souligne les défis auxquels elle est confrontée dans la transition de son économie.

Les cinq membres les plus importants de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) - la Malaisie (18e, plus deux places), la Thaïlande (32e, moins une place), l'Indonésie (37e, moins trois positions), les Philippines (47e, plus cinq places) et le Vietnam (56e, plus douze places) - se positionnent tous dans la première moitié du classement global de l'Indice de compétitivité du WEF. □

A. S.

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com